

63^{ème} CONGRES

DE

L'UNEF

TOULOUSE

(29-30 Avril - 1^{er} - 2 Mai 1976)

texte préparatoire

Depuis 15 ans, l'Université française a été l'objet de bouleversements importants. Aujourd'hui, de par leur origine, leur situation et leur avenir, les étudiants sont différents de ce qu'ils étaient hier.

Leur nombre s'est considérablement accru, des couches nouvelles ont accédé à l'Université. En 1976, 800 000 étudiants sont inscrits dans les 70 universités de France.

Leur nombre continue à s'accroître sous la pression, d'une part du progrès des sciences et des techniques qui nécessite un relèvement du niveau des connaissances de l'ensemble de la population, d'autre part des luttes populaires pour le droit aux études.

La majorité des étudiants aujourd'hui est issue des couches moyennes : de familles de petite et moyenne bourgeoisie, de cadres et d'enseignants, qui sont de plus en plus victimes de la politique du gouvernement.

La relative démocratisation de l'accès à l'Université est largement freinée puisqu'en 1976 un jeune issu de famille ouvrière n'a que trois chances sur 100 d'accéder à l'Université, contre 60 chances sur 100 pour le fils d'un directeur d'entreprise.

Les étudiants travaillent dans des concentrations universitaires de grande taille, dans certaines villes, ils représentent plus de 20 % de l'ensemble de la population.

Dans leur immense majorité, les étudiants seront des salariés, qu'ils deviennent enseignants, ingénieurs, cadres ou fonctionnaires, leur avenir est donc lié à celui de l'ensemble des travailleurs.

Les 800 000 étudiants qui se forment actuellement à l'Université sont appelés à jouer un rôle important pour l'avenir de notre pays.

Ils sont les futurs professeurs qui enseigneront ceux qui seront adultes en l'an 2 000, ils sont les futurs médecins qui répondront de la bonne santé de la population et assureront les progrès de la recherche médicale. Ils sont les futurs cadres, ingénieurs, techniciens qui contribueront au développement du pays, ils sont les futurs architectes, biologistes, animateurs qui contribueront à améliorer la qualité de la vie de la population.

Ainsi, les étudiants sont une force qui compte dans le pays, du fait de leur nombre et leur concentration, du rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la société, de la place que tient l'université dans le pays.

PREMIERE PARTIE

LA CRISE DE L'UNIVERSITE EST DE LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT

A - LA SITUATION DE CRISE DES ETUDIANTS ET DES UNIVERSITES

1 - La situation des étudiants en 1976 est de plus en plus difficile

Les étudiants sont confrontés à une dégradation générale et constante de leurs conditions de vie qui rend de plus en plus difficile la situation de la majorité d'entre-eux et engendre pour un certain nombre des problèmes dramatiques.

En plus de la hausse générale du coût de la vie, les étudiants ont subi cette année des hausses sans précédent, de l'ordre de 25 à 30 % des tarifs des œuvres universitaires, des droits d'inscription et de la sécurité sociale. Les réductions accordées jusqu'à présent aux étudiants, (transports, activités culturelles...) disparaissent.

Dans le même temps, 87 % des étudiants ne reçoivent pas de bourses. Quant à celles qui sont attribuées, leur montant moyen ne permet même plus de couvrir la nourriture ou le loyer.

Les étudiants se voient donc obligés de réclamer des sacrifices supplémentaires à leur famille ou de travailler pour payer leurs études. Jamais le nombre d'étudiants salariés n'a été aussi élevé que cette année, des centaines de milliers dans toute la France. Près de 60 % hypothéquent ainsi leurs études et les efforts de leur famille en se salariant. Le quart travaille la nuit, la moitié est obligée par le patronat de le faire au « noir ».

2 - Des obstacles accrus pour étudier

La dégradation des conditions d'études résulte pour une grande part, de l'asphyxie financière qui caractérise aujourd'hui l'Université française : le budget 1976 contraint les Universités à la plus grave crise budgétaire qu'elle aient jamais connue, leur imposant une situation de régression, entraînant la dilapidation d'une part importante de leur potentiel scientifique et l'abandon de la recherche au secteur privé.

Etudier dans de bonnes conditions relève aujourd'hui de l'exploit. Le manque de professeurs, d'assistants provoque la surcharge des amphithéâtres, des TD, suscite le découragement et l'absentéisme aux cours. Les locaux trop petits ou vétustes ne sont pas réparés, les nouvelles constructions sont différées ou supprimées, le chauffage est restreint, des enseignements sont supprimés, les conditions de sécurité ne sont pas assurées, des bibliothèques, des laboratoires de langues sont fermés faute de crédits et de personnel, la recherche universitaire est sacrifiée.

Les modalités actuelles du contrôle des connaissances constituent autant de barrages sélectifs destinés à éliminer la grande majorité des étudiants et à dissuader les autres de poursuivre leurs études.

Quant au contenu de l'enseignement, il apparaît de plus en plus comme coupé de toute réalité, inapte à préparer à la vie et à un métier.

Non seulement le contenu de l'enseignement n'est pas neutre, et les étudiants ont rarement accès à une formation critique, mais aujourd'hui il y a remise en cause de plus en plus systématique de son caractère scientifique.

3 - L'angoisse devant l'avenir

Confrontés en permanence au sentiment de l'inutilité de leurs études à l'accroissement constant de la sélection sociale et en même temps à l'absence de débouchés réels, les étudiants vivent dans l'incertitude de leur avenir.

Aujourd'hui - Deux étudiants sur trois sont évincés de l'Université sans diplôme, la moitié avant la fin du premier cycle.

- Ceux qui sont possesseurs d'un diplôme même du niveau de la licence ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur qualification. 100 000 d'entre-eux sont actuellement au chômage. C'est là l'avenir des recalés des concours d'enseignement, des reçus-collés de Médecine, de Pharmacie, d'Education Physique, etc...

- Les étudiantes subissent plus durement encore cette situation puisqu'elles attendent deux fois plus de temps en moyenne pour trouver un emploi et perçoivent un salaire moyen inférieur de 20 % à l'embauche.

En refusant de faire reconnaître les diplômes dans les conventions collectives - notamment les DUT et BTS - le gouvernement augmente encore le sous-emploi des étudiants, par rapport à la qualification acquise.

En abaissant de 30 % en deux ans le nombre des postes au CAPES et à l'AGREG, il restreint gravement les débouchés dans l'enseignement.

Cette situation de crise pour les étudiants et les universités n'est de la responsabilité ni des étudiants ni des enseignants pas plus qu'elle n'est interne à l'Université. L'enseignement supérieur n'est pas une tumeur sur un corps sain. C'est tout le pays qui est en crise et ce sont le gouvernement et le patronat qui en portent l'entière responsabilité.

B - UNE NOUVELLE ETAPE DANS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT A L'UNIVERSITE

Une nouvelle étape a été franchie dès la création, en mai 1974, d'un Secrétariat d'Etat dans l'adaptation de l'université aux objectifs économiques décidés par le gouvernement et le patronat et précisément à la situation actuelle de récession économique et de chômage.

1 - Une liquidation progressive de l'aide sociale aux étudiants

La limitation continue du nombre et du taux des bourses, les augmentations régulières des tarifs des CROUS sont accompagnées de tentatives de liquidation des œuvres universitaires (arrêt de la construction des cités, transformation des restaurants en brasseries etc...) et de mise en place d'un système de prêts bancaires.

L'objectif du gouvernement est de liquider progressivement l'aide sociale pour mieux éliminer et sélectionner les étudiants, de remettre en cause les CROUS comme service public afin de frapper à des firmes privées ce marché de près d'un million de consommateurs.

2 - Le financement public des Universités remis en question

Les budgets des universités en régression constante ont conduit celles-ci à une asphyxie financière généralisée. En décidant de modifier les critères d'attribution des crédits, en imposant un « plan de redéploiement des enseignements » à chaque Université, le gouvernement tente de réduire et de contrôler les budgets, d'organiser un chantage aux crédits et de mettre en concurrence les universités.

L'objectif clairement exprimé est de contraindre les Universités à passer des contrats avec des industries locales ou régionales, et à devenir ainsi « prestataires de services ». De ce fait des secteurs entiers de l'Université et de la Recherche passeraient sous le contrôle du patronat.

Après les DEUG, le gouvernement a multiplié les projets pour imposer une refonte complète des cursus universitaires.

Avec la réforme du 3ème cycle, il instaure un numerus clausus à l'entrée des DESS et DEA et saborde la recherche universitaire.

La réforme gouvernementale du 2ème cycle vise à faire éclater la cohérence des 2èmes cycles, restreindre l'accès de la maîtrise à une minorité d'étudiants, cloisonner les différentes filières, soumettre le choix des formations et de leur contenu à l'arbitraire du patronat. Cela diminuerait pour la majorité des étudiants la durée de leurs études, dévaloriserait le niveau de la formation dispensée et mettrait en cause la valeur nationale des diplômes.

Cette «réforme» rendrait plus difficile encore les possibilités d'insertion sur le marché de l'emploi des nouveaux diplômés au niveau de la qualification qu'ils ont acquises.

En Médecine, la réforme Fougère-Rapin vise des objectifs similaires réduire l'enseignement théorique et scientifique, instaurer un numerus-clausus au niveau des spécialités.

Dans le même temps, le gouvernement tente d'imposer des centres sélectifs de formation des maîtres en créant par convention des centres expérimentaux têtes de pont pour une formation des maîtres ségréguée et dévalorisée.

Enfin le gouvernement veut modifier la loi d'Orientation, remettre en cause le BAC comme premier grade universitaire, pour imposer un numerus clausus à l'entrée de l'Université.

C - LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

L'ensemble des mesures SOISSON-SAUNIER s'adapte parfaitement à la loi HABY. Elles conduisent à un démantèlement progressif de l'Université, à sa remise en cause comme service public en mesure de former les cadres dont le pays a besoin pour son développement.

Elles correspondent à des objectifs cohérents du gouvernement visant à rentabiliser au maximum l'Université et à l'assujétir aux besoins actuels des grandes entreprises comme le prévoit le VIIème plan.

Cette politique qui frappe toute l'Éducation Nationale passe par trois orientations essentielles.

● D'abord réduire le coût des dépenses d'éducation jugées improductives et insupportables pour le budget de l'État.

Pour cela, le gouvernement accroît sa politique d'austérité en imposant un budget de croissance zéro et en augmentant la part des dépenses des familles et des étudiants.

Cette volonté d'économie maximum s'appuie sur une aggravation de la ségrégation sociale visant à raccourcir la durée moyenne des études et diminuer le nombre des étudiants.

DEUXIEME PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT IMPORTANT DE LUTTES ÉTUDIANTES PUISSANTES

Face à la gravité de cette politique, les étudiants ont été de plus en plus nombreux à exprimer leur réprobation et à engager la lutte pour dénoncer les mesures nocives du gouvernement, mettre en échec leur application et obtenir satisfaction sur leurs revendications.

La multiplication des barrages sélectifs et des numerus clausus tend à éliminer le maximum d'entre eux de manière injustifiée à tous les niveaux de la scolarité.

● Le second objectif est d'adapter plus étroitement l'enseignement aux impératifs du profit maximum dans la production et de fournir au patronat une main-d'œuvre mieux adaptée à une société capitaliste en crise.

Il s'agit d'orienter la masse des étudiants vers des filières courtes au contenu ni scientifique, ni professionnel mais capables de donner le plus rapidement possible un savoir-faire minimum, immédiatement exploitable par le patronat, les formations de haut niveau étant réservées à un petit nombre seulement et pour les secteurs jugés les plus rentables.

● Affirmant la nécessité de «forger des mentalités industrielles», le gouvernement veut utiliser le contenu de l'enseignement pour faire accepter ses objectifs économiques et politiques.

Parce qu'il sait que ses projets et sa politique se heurtent à l'Université comme dans le reste du pays à une riposte massive le gouvernement recourt en permanence à l'autoritarisme et porte de graves atteintes aux droits des étudiants et aux libertés syndicales et politiques dans les Universités.

De l'empêchement de l'exercice d'activités syndicales à la suppression des franchises universitaires, des coups de forces tentés contre des conseils d'Universités aux interventions multipliées des forces de police, tout est bon pour le Secrétariat d'État pour renforcer ses méthodes autoritaires et répressives.

En généralisant le quorum électoral et en cassant les décisions d'instances élues, il tente de saboter la cogestion, de remettre en cause la représentation étudiante et facilite la main mise du patronat sur l'Université.

Le gouvernement montre ainsi sa volonté d'utiliser l'autoritarisme et la répression comme méthode de direction des Universités comme du pays.

Le bilan est accusateur.

Au regard des possibilités et des nécessités techniques, scientifiques et culturelles d'aujourd'hui, la situation que le gouvernement impose à l'Université est scandaleuse et anachronique.

C'est la formation de dizaines de milliers d'enseignants, de médecins, de techniciens, d'ingénieurs, c'est la richesse du potentiel humain et matériel des universités et du pays qui sont ainsi sacrifiés année après année.

Contrairement à ce qu'affirme Saunier-Seite les étudiants ne sont pas trop nombreux.

Cette politique tout à la fois lèse nos intérêts et nos aspirations d'étudiants, met profondément en cause le développement de l'université et de la recherche et hypothèque l'intérêt national et l'avenir du pays.

C'est dire les raisons profondes qu'ont les étudiants d'unir leurs forces et de les joindre au combat commun des enseignants, des travailleurs et de l'ensemble de la population pour s'y opposer.

A - LES ÉTUDIANTS ONT ENGAGÉ UN GRAND MOUVEMENT DE LUTTES NATIONALES

1 - Depuis notre précédent Congrès un fait s'est affirmé avec force à l'Université : les étudiants ont multiplié les luttes dans toutes les villes et secteurs universitaires et développé un mouvement d'ampleur nationale.

Au travers de luttes locales permanentes, les étudiants ont pied à pied engagé l'action - le plus souvent avec le soutien des enseignants - pour améliorer leurs conditions d'études, sortir les Universités de l'asphyxie budgétaire, exiger le respect des décisions des conseils, etc...

Dans chaque secteur universitaire, les étudiants sont entrés en lutte massivement pour faire aboutir leurs revendications propres, que ce soit en Médecine pour la rémunération des fonctions hospitalières, en Education Physique pour l'obtention de 3 000 postes au concours, ou en IUT pour la reconnaissance de leurs diplômes dans les conventions collectives.

Nationalement les étudiants ont avec l'UNEF riposté à chaque nouvelle mesure d'aggravation du Secrétariat d'Etat, que ce soit lors du vote du budget des Universités, et des hausses des tarifs des CROUS, ou contre le chômage des jeunes et des étudiants' En ce qui les concerne, les résidents universitaires avec la FRUF et les étudiants en Grandes Ecoles avec l'UGE ont développé de nombreuses actions pour contraindre le gouvernement à reculer sur ses mesures et à prendre en compte leurs revendications.

2 - Les élections universitaires ont largement confirmé ce développement de l'action.

Quatre vingt dix mille étudiants soit 140 % de plus qu'il y a deux ans ont rassemblé leurs voix sur les listes présentées par l'UNEF leur accordant 65 % des suffrages exprimés.

Ces élections ont constitué de ce fait un moment décisif du rassemblement des étudiants pour condamner la politique gouvernementale, montré leur convergence d'intérêts et confirmé l'UNEF à la direction du mouvement étudiant.

3 - C'est dans leur prolongement et à la suite de l'appel de l'UNEF à organiser la riposte qu'un mouvement de luttes sans précédent s'est développé dans toute la France contre les projets HABY-SAUNIER de «réforme» des seconds cycles et de formation des maîtres.

Près de 25 villes universitaires et de 40 IUT se sont mis en grève. Les étudiants de nombreux secteurs comme Pharmacie, EPS, CAPES-AGREG, Prépas, Archi, assistantes-sociales, etc... ont rejoint dans l'action ceux des grandes concentrations universitaires de lettres, droit, sciences, médecine.

Les Etats Généraux du 28 Février rassemblant 10 000 délégués de province et de Paris ont été un grand moment pour étendre la protestation des étudiants à toute la France, lui faire gagner en ampleur et en combativité, et permettre que s'exprime le soutien actif des enseignants et de la population. Ils ont été une étape décisive dans le renforcement du mouvement étudiant pour contraindre le gouvernement à reculer.

La multiplication de manifestations importantes à l'appel des Etats-Généraux comme lors des journées nationales des 9 et 10 Mars, aux côtés des travailleurs en lutte témoigne de la détermination et de l'ampleur du mouvement de masse déclenché à l'Université

B - LES ETUDIANTS ONT LUTTE AVEC SUCCES

Non seulement les étudiants ont lutté, mais ils l'ont fait avec succès.

Si le gouvernement a réussi partiellement à mettre en œuvre ses nouvelles mesures (augmentations diverses, instauration du quorum, plan de redéploiement des budgets, etc...) l'action revendicative des étudiants l'a contraint à des reculs importants, l'a mis en échec dans ses tentatives pour imposer le numerus clausus à l'entrée de l'université pour délivrer une licence en deux ans, pour supprimer la session de septembre.

Ces reculs ont d'ailleurs consacré l'échec personnel de SOISSON qui a dû quitter son poste de Secrétaire d'Etat, discrédité et usé par les multiples revers subis grâce à l'action syndicale. Même si son départ ne modifie pas la politique gouvernementale, elle illustre la force nouvelle du mouvement étudiant.

D'autre part, les étudiants ont pu obtenir des acquis importants : de multiples améliorations locales obtenues dans des Conseils d'UER, ou arrachées aux rectorats, des rallonges budgétaires, la construction de nouveaux restaurants universitaires, de locaux, de CHU, la création de postes d'encadrement, de près de 100 postes au CAPES d'Education Physique, et le rétablissement de la règle des 4/5ème des DEUGS ainsi que les IPES.

Ces luttes sont une réponse cinglante aux propos de ceux qui s'obstinaient à ne voir du mouvement étudiant que «silence prolongé» et cherchaient sur cette base à justifier leurs manœuvres de division.

Elles montrent l'échec des tentatives du gouvernement qui a déployé tout un arsenal de mesures pour enrayer le démarrage des luttes et freiner leur ampleur : notamment :

- La création de la «Conférence des Associations Etudiantes» organisme à sa dévotion destiné à obtenir la collaboration des étudiants à la mise en place des travaux ministériels ;

- Le vote à l'assemblée Nationale d'un quorum électoral inique pour limiter la présence des élus syndicaux dans les Conseils ;

- L'intransigeance et le mépris opposés en permanence aux revendications des étudiants.

C - L'UNEF A TOUT FAIT POUR LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES

La caractéristique essentielle de la riposte des étudiants c'est la place nouvelle et le rôle décisif qu'y a joué l'UNEF. S'il y a eu lutte, c'est grâce à l'activité persévérante et résolue de l'UNEF.

1 - L'action de l'UNEF est décisive pour créer les conditions de l'entrée en lutte des étudiants.

Son intervention leur a permis de ne pas tomber dans les pièges de SOISSON. La dénonciation permanente de la responsabilité gouvernementale, la mise en échec de ses initiatives démagogiques, son refus de siéger à la «conférence des Associations Etudiantes» ont largement contribué à battre en brèche les tentatives de séduction et de collaboration du Secrétariat d'Etat aux Universités. Elle a montré que le seul chemin possible était le recours à la lutte.

Le travail quotidien des élus et des militants de l'UNEF, l'implantation élargie et le fonctionnement de nouveaux services ont permis aux étudiants à la fois de faire face à la crise et de faire l'expérience de leur force.

Les étudiants se sont ainsi opposés à la dégradation de leurs conditions de vie et d'études, à la fermeture des Universités, aux atteintes multiples aux libertés.

Ils ont ainsi pu formuler les grandes revendications nationales, seules capables d'améliorer de façon durable leur situation et d'en mesurer la justesse.

Faisant résolument des élections universitaires un tremplin décisif pour l'action, l'UNEF a ainsi permis aux étudiants de rassembler sur des plate-formes communes de puissantes forces pour la lutte.

C'est sur ces bases qu'ont pu se développer de grandes luttes revendicatives.

2 - Multipliant les initiatives, L'UNEF est l'élément décisif du déclenchement des luttes des étudiants : ainsi en est-il des décisions de l'UNEF d'organiser l'action contre les hausses de la MNEF, ou des tarifs des CROUS, contre le chômage des jeunes aux côtés des travailleurs le 4 Octobre, ou contre les fermetures d'Universités entières comme à Vincennes et de la coordonner lors du rendez vous des luttes, le 19 Novembre à la Mutualité.

C'est ainsi également que l'initiative d'une première journée nationale de protestation contre la «réforme» des seconds cycles a été l'élément déterminant pour l'organisation de la riposte nationale.

3 - L'action de l'UNEF est décisive pour coordonner ce mouvement de protestation et lui permettre d'atteindre une dimension nationale.

La multiplication d'initiatives de masse leur extension à toute la France, la tenue à Paris d'Etats Généraux de luttes le 28 Février ont entraîné tous les secteurs et toutes les Universités dans la lutte et donné un débouché national au mouvement.

Ces étapes nationales successives ont conduit dans l'action non seulement la frange la plus combative mais la grande masse des étudiants.

4 - L'activité de l'UNEF permet de donner au mouvement des luttes le maximum de chances d'aboutir.

Sa présence et ses initiatives ont permis de veiller au caractère massif, responsable et démocratique des luttes, d'assurer l'appui des enseignants, des travailleurs et de la population, d'agir en permanence pour contraindre le gouvernement à répondre aux revendications.

D - LES CONDITIONS NECESSAIRES A L'ABOUTISSEMENT DE NOS LUTTES

Ce développement de luttes importantes constitue le fait le plus marquant de cette année universitaire. Il traduit la progression du mouvement étudiant, sa

TROISIEME PARTIE

DES OBJECTIFS POUR LA LUTTE

A - NOUS LUTTONS POUR TOUTES LES REVENDICATIONS DES ÉTUDIANTS

L'UNEF lutte pour que toutes les revendications des étudiants soient défendues en permanence et qu'elles soient satisfaites.

Son activité quotidienne c'est d'être en permanence au service des étudiants dans les amphis, les UER, car le syndicat n'est rien d'autre que le rassemblement de ceux des amphis et des UER qui sans attendre, discutent et décident des actions nécessaires pour résoudre les problèmes qui les concernent.

Parce que les étudiants connaissent une diversité de problèmes qu'ils ne peuvent résoudre seuls, qui font les difficultés quotidiennes de leur vie, il n'y a pas pour le syndicat de revendications mineures, de revendications qu'il ne puisse prendre en charge.

Le rôle de l'UNEF c'est d'intervenir en permanence sur chaque question posée par un étudiant afin de répondre aux besoins et aux exigences immédiates et diversifiées qu'il a.

Son action concerne aussi bien le dédoublement d'un TD, l'obtention d'un polycopié ou d'une dérogation, le paiement des bourses, que la création de TD de

capacité nouvelle à déclencher et à conduire des luttes de masse, responsables et résolues, afin de défendre ses droits et satisfaire ses aspirations.

Dans le même temps, ce mouvement de luttes continue de se heurter à l'intransigeance gouvernementale et pose avec force une nouvelle question - Que faut-il mettre en œuvre pour faire aboutir nos revendications ?

Pour que nos luttes soient victorieuses, pour que nos revendications soient satisfaites, il est indispensable de faire encore plus, de dépasser les inégalités et les insuffisances qui ont encore subsisté dans les luttes.

Seul un mouvement d'action toujours plus massif, conscient et déterminé nous permettra de gagner.

C'est possible si les étudiants agissent en permanence pour :

- Gagner des forces nouvelles à l'action permettant de rassembler la grande masse des étudiants ;

- Renforcer le caractère profondément unitaire et démocratique dans la conduite des luttes, condition d'une cohésion toujours plus forte des étudiants autour de leurs revendications, permettant à chacun de prendre toute sa place et ses responsabilités dans l'action, ne tolérant aucune manipulation qui mettrait gravement en cause le développement de l'action.

- Rechercher à tous les niveaux la compréhension et le soutien actif le plus large des enseignants, des travailleurs et de la population.

C'est possible parce qu'aujourd'hui à une UNEF plus forte correspond une efficacité plus grande pour nos luttes.

Pour développer l'action, il a fallu l'existence et l'activité incessante du syndicat des étudiants, l'UNEF.

Aujourd'hui pour la faire aboutir, les étudiants ont besoin d'une UNEF qui soit encore plus forte, plus efficace.

salariés, l'application d'un réel contrôle continu, l'amélioration des horaires de cours... que tout problème quel qu'il soit qui peut faire obstacle à la poursuite de ses études.

Cette action quotidienne et permanente, telle un réflexe, ne peut dépendre que des initiatives des syndiqués de chaque amphi et UER, même si chaque niveau de direction contribue largement à leur donner des moyens supplémentaires pour intervenir.

De la même façon qu'ils doivent s'unir dans l'UNEF pour organiser l'action, les étudiants doivent faire de même pour créer organiser et développer leurs services. Les élus de l'UNEF ont un rôle particulier à jouer. Ils sont les recours permanent des étudiants, ils leur rendent compte régulièrement de leur mandat dans les amphis, veillent à les faire participer à l'animation des UER et à les faire intervenir sur chaque problème posé.

Dans le même temps où l'UNEF défend chaque problème local et quotidien, elle lutte pour des mesures urgentes et réalistes dont l'application permettrait d'améliorer de façon notable la situation des étudiants et de l'université.

Ces mesures ont reçu un large appui de la masse des étudiants tant lors des luttes revendicatives qu'au travers des diverses consultations électorales universitaires. Aujourd'hui, cette plate forme représente un ensemble de solutions crédibles, qui sont autant d'objectifs de lutte.

B - NOUS LUTTONS POUR DES MESURES URGENTES ET RÉALISTES

1 - Nous luttons pour que les étudiants puissent se consacrer entièrement à leurs études

● L'UNEF lutte contre les hausses incessantes qui conduisent à une dégradation accrue de leur niveau de vie et mettent en cause leur situation matérielle. Dans ce sens, nous luttons pour le blocage des tarifs des CROUS, l'amélioration de la qualité des services, la construction de 10 000 chambres supplémentaires en cités universitaires. Nous luttons pour les seules mesures structurelles qui permettraient de résoudre le problème posé par le déficit des CROUS : la suppression de la TVA et la prise en charge par l'Etat des salaires du personnel ouvrier.

Nous luttons pour l'augmentation immédiate du nombre et du taux des bourses, leur indexation sur le coût de la vie, et leur paiement en début de trimestre.

Nous luttons pour faire établir un barème légal des loyers des chambres en ville pour étudiants, pour retrouver le demi tarif étudiant sur les transports en commun. Nous réclamons le maintien du régime unique de sécurité sociale étudiante, la suppression des mutuelles concurrentes, et le blocage des cotisations.

Dans le même temps, la vie sportive et culturelle doit être développée dans les universités afin de pallier le « désert » culturel des campus.

● Parallèlement l'UNEF lutte pour que tous les étudiants disposent de revenus leur permettant de vivre et de se consacrer entièrement à leurs études.

C'est pourquoi elle exige la mise en place d'un système d'allocations d'études et l'extension des pré-salaires existants, aux troisième cycles en particulier.

Cette allocation d'études, attribuée sur critères sociaux et universitaires, doit être calculée sur la base objective des besoins de l'étudiant, indexée sur le coût de la vie, exonérée d'impôts et perçue 12 mois sur 12.

L'attribution de l'allocation d'études est une question de justice. Elle permettrait de réduire en partie les inégalités sociales à l'université et de favoriser son accès aux jeunes issus de couches sociales défavorisées.

C'est également une question de rentabilité pour le pays. En effet, elle permettrait que tous les étudiants puissent poursuivre leurs études dans des conditions satisfaisantes, elle conduirait à réduire considérablement le nombre d'échecs et d'abandons, à stopper le gâchis qui en découle et à utiliser au maximum le potentiel humain et matériel de l'université.

Dans les conditions actuelles des étudiants, c'est la grande masse qui bénéficierait d'une telle allocation d'études.

2 - Nous luttons pour que les étudiants aient un enseignement de qualité

Nous voulons un enseignement de qualité, en liaison avec la vie, donnant un savoir réellement scientifique. Or la qualité de l'enseignement est incompatible avec la misère des universités, le manque de postes, les locaux surchargés, les bibliothèques fermées, la recherche bradée.

Nous luttons pour que l'Université dispose de moyens lui permettant de jouer tout son rôle technique, scientifique et culturel.

Sans tarder, il faut rembourser la TVA aux Universités, allouer un collectif budgétaire suffisant pour qu'elles puissent fonctionner et s'équiper et augmenter le

budget du Secrétariat d'Etat aux Universités, condition nécessaire pour permettre aux Universités de jouer enfin leur rôle, de disposer des postes d'enseignants et d'assistants en nombre suffisant et de donner des conditions normales aux enseignements.

C'est pourquoi nous réclamons la mise en place dans chaque centre universitaire de moyens modernes : matériel audiovisuel, laboratoires de langues et de recherche, de bibliothèques équipées, centres de photocopies gratuits, salles de travail en nombre ainsi qu'infirmières, crèches, centres médico-sociaux.

Nous luttons pour un meilleur contenu de l'enseignement, qui ne doit pas être figé, mais évoluer en lien avec le développement des connaissances et de la recherche.

Aujourd'hui, il est nécessaire d'acquérir une formation initiale de haut niveau, interdisciplinaire, en lien étroit avec la recherche, pour dominer son métier et être apte aux évolutions du monde moderne.

Nous voulons la mise en place de stages véritablement formateurs et rémunérés, intégrés dans la formation, sous le contrôle de l'université, des conseils et des étudiants.

Ouverte à tous, la formation permanente que nous voulons ne doit pas servir à pallier le manque de formation initiale mais la compléter et faciliter les possibilités de recyclage.

Nous luttons pour qu'un véritable contrôle continu des connaissances prenne la place du système actuel qui multiplie les examens déguisés en « partiels », qui limite la formation à une course d'obstacles et un véritable bachotage.

Le contrôle des connaissances doit être défini démocratiquement, la participation des étudiants dans l'enseignement doit être élargie, les étudiants doivent pouvoir jouer un rôle de contrôle sur le contenu de l'enseignement, l'édition des photocopies, les règlements d'examens..

Chaque étudiant doit pouvoir choisir entre le contrôle continu et l'examen final, les étudiants salariés doivent bénéficier d'un contrôle allégé.

3 - Nous luttons pour que les étudiants tiennent des diplômes utiles et reconnus

Nous voulons que nos diplômes soient une garantie pour l'avenir. Ils doivent conserver leur valeur nationale sur le marché du travail, être reconnus dans les conventions collectives ainsi que dans les statuts de la fonction publique.

La valeur réelle des diplômes ne dépend ni du nombre de recalés ni d'une formation courte ou spécialisée mais seulement de l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants, de la qualité d'un enseignement lié à la vie, au développement des sciences et à la recherche, ainsi qu'à l'acquisition à l'université d'une réelle formation préprofessionnelle.

Dans le cadre des énormes besoins actuels du pays dans tous les domaines, aucun numerus clausus ne se justifie. C'est pourquoi nous luttons contre les numerus clausus de Médecine et de Pharmacie, et leur extension à d'autres secteurs. c'est pourquoi nous refusons les projets HABY-SAUNIER instaurant des seconds cycles dévalorisés et une formation des maîtres au rabais.

Nous agissons pour une formations universitaire de haut niveau, une réelle pluridisciplinarité et le libre accès au cycle supérieur pour tous les étudiants. Nous exigeons que les Universités puissent délivrer le titre d'ingénieur, et que soient mises en place de nouvelles filières telles les maîtrises de sciences et techniques.

Nous exigeons que ces diplômés débouchent sur des emplois.

C'est pourquoi nous luttons contre l'adaptation de l'université à la situation de crise économique, de récession et de chômage actuel.

Pour assurer le développement économique et social des années et des décennies à venir il faut former dès aujourd'hui les cadres dont la nation a besoin.

C'est pourquoi nous exigeons la création massive d'emplois dans les différentes branches de l'économie et les entreprises publiques, la création massive de postes d'enseignants ainsi que la formation de 16 000 ingénieurs par an.

4 - Nous luttons pour que les droits des étudiants soient respectés

L'UNEF agit pour faire respecter les droits d'information, d'expression et d'organisation à l'Université.

C'est pourquoi nous luttons pour la dissolution des corps de vigiles, contre l'intervention de la police dans les campus, et pour le rétablissement des franchises universitaires.

Nous luttons pour que les étudiants étrangers soient considérés comme des étudiants à part entière et puissent jouir des mêmes droits.

Nous luttons pour que la liberté d'expression syndicale et politique soit respectée dans toutes les universités. Chaque organisation politique ou syndicale, représentative des étudiants, doit pouvoir disposer d'un local. La confrontation des idées, le libre débat sont une règle élémentaire de la démocratie.

Nous exigeons l'abrogation du quorum électoral et nous refusons la main mise du patronat sur l'université.

La parité doit être réelle dans des conseils aux pouvoirs élargis.

C - NOUS LUTTONS POUR UNE UNIVERSITÉ DÉMOCRATIQUE :

Ce que les étudiants veulent, c'est une université où chacun pourra acquérir une formation de quali-

QUATRIEME PARTIE

L'UNEF POUR LES ÉTUDIANTS

A - L'UNEF EST LE LIEU DE RASSEMBLEMENT DE TOUS CEUX QUI VEULENT AGIR POUR AMÉLIORER LEUR SITUATION !

Organisation syndicale, l'UNEF permet aux étudiants de mieux se défendre.

C'est avec l'UNEF que les étudiants se défendent grâce à un ensemble de services sociaux, universitaires et culturels que l'UNEF a créé et développé. Ces services quotidiens répondent en permanence aux besoins les plus immédiats des étudiants. Ils constituent la base d'un véritable système d'entraide.

C'est avec l'UNEF que les étudiants se défendent grâce aux milliers d'entre eux qu'ils ont élus dans les conseils. Ces élus ont la responsabilité de défendre, d'informer des décisions qui les concernent, de rendre compte de leur mandat devant les étudiants en permanence. Ils agissent dans les conseils pour obtenir tout ce qui dépend d'eux, y compris le soutien à leurs luttes. Ils sont autant de recours permanents pour les étudiants.

C'est avec et dans l'UNEF que les étudiants se défendent en s'unissant et en s'organisant dans ses comités d'action, dans les amphis, les TD.

L'UNEF EST AINSI L'ORGANISATION PREMIERE DES ÉTUDIANTS, L'ORGANISATION DONT ILS ONT

été, une université mise au service du pays, réellement démocratique, assurant à la fois l'intérêt des étudiants et des universitaires et l'intérêt national.

Il faut à notre pays un enseignement supérieur à la mesure des besoins de notre temps. Il est urgent de s'attaquer à ce gaspillage et cette injustice que constitue la sélection sociale. Créer les conditions d'une véritable égalité des chances c'est d'abord donner aux étudiants les moyens de vivre et d'étudier, donner à l'enseignement et à la recherche les moyens de vivre et grandir, et ce de façon durable.

Une telle université sera largement ouverte à toutes les catégories sociales de la nation. Unie et pluridisciplinaire elle assurera à tous un haut niveau culturel et une véritable formation scientifique et technique.

L'UNEF dans cette perspective est aussi un lieu de réflexion et d'approfondissement, de discussions et de confrontations.

C'est une tradition du combat de l'UNEF que d'agir pour la rénovation démocratique de l'enseignement supérieur.

Aujourd'hui des possibilités sans précédent existent, capables de hâter l'heure de son avènement dans la perspective d'une France Démocratique.

Ce que les étudiants constatent dans leurs luttes, c'est qu'ils s'opposent au même gouvernement, à la même politique néfaste pour eux, pour l'Université, comme pour le pays, c'est que les organisations ouvrières et les partis de gauche se retrouvent toujours à leurs côtés pour appuyer leurs actions.

C'est ce qui a conduit et conduira l'UNEF à intervenir sur les grandes questions politiques nationales chaque fois que ce sera nécessaire et possible; ainsi, l'UNEF a été amenée à soutenir le programme commun des partis de gauche parce qu'elle a retrouvé au travers de son contenu, des propositions concernant les étudiants et la démocratisation de la vie sociale qui rejoignent l'ensemble des solutions syndicales qu'elle avance.

Par ailleurs, l'UNEF reste aujourd'hui comme pour demain l'organisation syndicale des étudiants, celle qui n'a et n'aura d'autre ambition que de défendre toujours mieux leurs intérêts.

BESOIN, LE LIEU DE RASSEMBLEMENT DE TOUS CEUX QUI VEULENT UNE AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS DE VIE ET D'ÉTUDES.

Ce qui fait d'ores et déjà la force de l'UNEF c'est qu'elle a fait la preuve de sa capacité à unir les étudiants:

Cette union est nécessaire, elle est le seul moyen de faire face aux difficultés auxquelles les étudiants sont confrontés, le seul moyen d'agir avec succès pour les revendications:

Les luttes en témoignent; elle est une nécessité et une aspiration. Aujourd'hui cette union est plus que jamais possible.

Il est vrai que le milieu étudiant est hétérogène au plan social, idéologique et politique. Il n'échappe pas à la diversité de la réalité sociale du pays. Mais au delà de cette hétérogénéité, existe une réelle communauté d'intérêts pour la grande majorité des étudiants. La majorité des étudiants est issue de catégories sociales salariées, des couches moyennes. Même s'ils sont touchés par la crise à des degrés divers, ils en souffrent dans leur grande masse. Ils sont confrontés à la même réalité de la sélection sociale, de l'inquiétude quand aux débouchés, de l'insatisfaction à l'égard de l'enseignement.

C'est parce qu'elle fonde son action et son analyse sur cette communauté d'intérêt que l'UNEF est ouverte à tous.

Elle écarte dans sa pratique syndicale toute conception élitiste du syndicalisme, tout à priori sélectif sur les étudiants conscients ou non, actifs ou non, toute exclusive et tout préalable. Cette large union dans l'UNEF est le meilleur gage d'efficacité dans l'action.

B - L'UNEF SYNDICAT UNITAIRE DEMOCRATIQUE ET INDEPENDANT

Si l'UNEF seule a vocation d'unir les étudiants, c'est parce qu'elle est redevenue, depuis son renouveau, un véritable syndicat, unitaire, démocratique et indépendant.

UNITAIRE : parce que par principe, le syndicat est l'instrument d'unification des luttes étudiantes. Pour être à même de défendre les revendications avec efficacité il doit être le porte parole de l'ensemble des étudiants.

Un seul grand syndicat, c'est la meilleure façon de faire que la diversité opinions n'empêche pas l'action ensemble sur ce qui nous est commun.

Unitaire, le syndicat s'enrichit et se renforce du pluralisme des idées de ses adhérents.

DEMOCRATIQUE : Parce que l'UNEF assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut défendre à l'intérieur du syndicat son point de vue.

C'est la garantie de sa capacité à définir la meilleure orientation, les mots d'ordre revendicatifs, les initiatives les mieux adaptées à la réalité. C'est une condition pour que le syndicat soit en permanence à l'écoute de l'ensemble des étudiants.

Cette démocratie s'exprime dans toute la vie du syndicat, tant dans l'action revendicative, que pour définir des grandes orientations ou choisir les directions syndicales. A l'UNEF, les décisions sont prises à la majorité après une large discussion à tous les niveaux. Personne n'est tenu de les appliquer si elles vont à l'encontre de son opinion.

INDEPENDANTE : Parce que l'UNEF s'administre et décide de son action dans l'indépendance absolue à l'égard du Gouvernement, du patronat et des partis politiques.

Cette indépendance est garantie par le fait que ce sont les syndiqués et eux seuls qui dans leurs instances statutaires discutent et décident des orientations de l'UNEF.

Mais indépendance ne signifie pas neutralité.

C'est pourquoi l'UNEF sur la base de l'analyse de la réalité étudiante et des responsabilités gouvernementales et patronales combat la politique actuelle du pouvoir. C'est également ce qui l'amène à décider de son action aux côtés des syndicats enseignants, des centrales ouvrières, des organisations démocratiques de jeunesse et des partis de gauche. C'est aussi ce qui l'amène à décider de son intervention après discussion des syndiqués, sur les grandes questions politiques comme lors des consultations électorales nationales.

C - UN SEUL SYNDICAT POUR LES ETUDIANTS

L'existence d'un tel syndicat est un acquis pour les étudiants. Elle a nécessité de grandes luttes.

La liquidation progressive de l'UNEF, sa soumission à des intérêts partisans avait porté un grave coup aux luttes étudiants. En l'absence d'une organisation unificatrice de leurs luttes, les étudiants se détournaient de l'action syndicale.

Il a fallu une bataille pour rénover et reconstruire le syndicat, pour qu'aujourd'hui les étudiants puissent mener des actions massives et victorieuses. Depuis l'UNEF s'est développée, permettant le rassemblement des étudiants dans des luttes revendicatives, massives, et permanentes. Le mouvement étudiant a ainsi pu franchir une étape historique. Il s'agit là d'un acquis profondément ancré dans la vie des universités et du pays. Il apparaît aujourd'hui avec de plus en plus de clarté que c'est seulement avec l'UNEF que peuvent s'unir les étudiants.

C'est pourquoi ceux-ci peuvent faire l'économie de la division syndicale, source d'inefficacité et d'affaiblissement la multiplication des organisations syndicales ne ferait que cristalliser les divers courants idéologiques et paralyserait l'action en y introduisant des clivages politiques.

C'est pourquoi l'UNEF a condamné les tentatives récentes de création de nouveaux syndicats étudiants.

Ces tentatives sont d'ailleurs apparues aux étudiants comme artificielles, visant à soumettre le syndicalisme étudiant à des préoccupations politiques particulières. Elles ont été clairement repoussées tant lors des élections universitaires que dans les luttes.

D - FAIRE GRANDIR ENCORE LES FORCES DE L'UNEF

Ainsi l'UNEF est aujourd'hui un fait incontestable, l'organisation principale des étudiants, celle qui anime leurs luttes. Elle est devenue leur porte parole nationale face au Gouvernement. Elle est une composante à part entière du mouvement syndical aux côtés des organisations ouvrières et enseignantes. Elle permet d'assurer une réelle solidarité entre les luttes des diverses catégories de la population et celles des étudiants. Avec l'UNEF, les étudiants pèsent de tout leur poids dans la vie nationale. Membre de l'Union Internationale des Etudiants, l'UNEF permet aux étudiants de France d'agir aux côtés des étudiants du monde entier pour la paix, le progrès social, et la liberté.

Mais cela ne peut suffire. L'UNEF doit grandir, se développer, se renforcer en nombre de syndiqués, en activité et en audience.

D'ores et déjà redevenue et de très loin la plus représentative à l'Université elle doit devenir le syndicat de la grande masse des étudiants, celui dans lequel ils se reconnaissent et s'organisent.

Pour être toujours mieux aidés, défendus, les étudiants ont besoin d'une UNEF plus forte, plus puissante.

Seuls et isolés, ils ne peuvent rien. Pour pouvoir toujours mieux participer à la vie de l'université à la prise des décisions qui les concernent, Pour pouvoir toujours mieux participer à l'élaboration démocratique des revendications, prendre en charge les luttes, jusqu'à leur aboutissement, Pour pouvoir toujours mieux peser de tout leur poids face au gouvernement, Les étudiants ont besoin d'être organisés dans l'UNEF, pour la rendre plus puissante, plus efficace.

Dans ce cadre, mener en permanence une grande bataille de masse d'adhésions est la tâche prioritaire pour le développement de l'UNEF et le renforcement du mouvement étudiant

Ils ont besoin d'une organisation toujours plus unitaire, plus démocratique et indépendante. Une organisation dans laquelle la pluralité des courants de pensée auxquels appartiennent les adhérents n'altère en rien l'unité dans l'action, la volonté commune de s'entendre pour agir, le refus commun des conflits stériles des personnes ou la cristallisation dangereuse en tendances.

Une organisation dans laquelle chacun reçoit l'information, prend toute sa place, selon sa disponibilité, sa personnalité, une organisation dont la richesse et la diversité de chacun font la force.

Préserver la vie démocratique, la développer et l'étendre à tous les niveaux de l'organisation est gage de son progrès constant et de son développement.

Ils ont besoin d'une organisation toujours mieux au service des étudiants, qui les aide, les défend, les informe,

Ils ont besoin d'une organisation permanente nationale, efficace.

Ils ont besoin d'une organisation qui mène leurs luttes à la victoire.

Cette organisation, c'est, et ce sera toujours plus l'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE.